

LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DES LÉGUMINEUSES EN FRANCE ET LES CONDITIONS POUR LES SURMONTER

par Marie-Benoît **MAGRINI**¹ et Alban **THOMAS**²

Alors que les atouts agronomiques et environnementaux des légumineuses ont été démontrés par de nombreuses études, ainsi que leurs propriétés nutritionnelles pour l'alimentation animale et humaine, la production française de légumineuses est en diminution, ainsi qu'en Europe plus largement. De moins en moins cultivées (moins de 2% des assolements des grandes cultures), elles sont aussi peu consommées (moins de 2 kg/an/hab, une des moyennes de consommation les plus faibles au monde), et de moins en moins utilisées en alimentation animale. Pourquoi un tel décalage ? Plusieurs déterminants économiques liés aux marchés et filières et aux réformes de la politique agricole peuvent être avancés pour expliquer la relative marginalisation des légumineuses dans les systèmes de culture actuels. Ainsi, la diminution des aides publiques favorisant les légumineuses, et les conditions économiques plus avantageuses que rencontrent d'autres productions, sont souvent mises en avant. Au-delà de ces facteurs liés aux avantages comparatifs des légumineuses vis-à-vis des systèmes céréaliers ou du soja par exemple, il existe des déterminants plus structurels provenant de l'organisation même des filières et des stratégies de leurs acteurs. Un certain nombre de mécanismes socio-économiques ont été identifiés comme des facteurs explicatifs d'un « verrouillage technologique », conduisant à une diminution tendancielle des surfaces en légumineuses. Parmi ces mécanismes, le concept de « rendements croissants d'adoption » constitue un concept clé de la théorie du verrouillage technologique, permettant de comprendre comment un différentiel de « valeur » peut se construire au fil du temps sur des choix productifs. Selon cette théorie, une technologie n'est pas forcément choisie parce qu'elle est la meilleure, mais elle devient la meilleure parce qu'elle est choisie initialement et qu'elle se renforce au cours du temps. Ce renforcement s'explique principalement par cinq types de mécanismes qui mettent en avant le rôle de l'action sociale dans ce processus d'adoption : les économies d'apprentissage, les externalités de réseau, les économies d'échelle et d'expérience, l'accroissement informationnel et les interdépendances technologiques.

Plusieurs études de cas montrent par contre qu'une approche multi-critères, intégrant l'ensemble des dimensions de la durabilité, permet d'identifier des pistes d'amélioration de la place des légumineuses dans les systèmes de culture actuels. De même, une meilleure compréhension des freins à leur développement, non seulement du côté des producteurs mais concernant l'ensemble des filières d'alimentation animale et humaine, fournit des leviers potentiels en termes d'organisation interne et de stratégie des filières. De tels leviers incluent par exemple des instruments de régulation des marchés et une meilleure identification des débouchés, la mise en place de dispositifs de coordination afin de fédérer les acteurs au sein des filières sur les choix de production, la différenciation des produits sur certains marchés et la qualification de la valeur environnementale des légumineuses. Un premier enjeu important concerne la

¹ Économiste, INRA-SAD, UMR AGIR AGroécologie, Innovation et TerRitoires (Inra-INP ENSAT- INP-PURPAN), marie-benoit.magrini@inra.fr

² Économiste, INRA-SAE2, TSE-R Toulouse School of Economics - Research (Inra-Université Toulouse Capitole-CNRS- EHESS), Alban.Thomas@inra.fr

reconnaissance économique et sociale des services écosystémiques fournis par une augmentation de la surface en légumineuses, comme une condition nécessaire pour consolider les volumes produits par les filières et pour assoir une politique publique d'accompagnement des producteurs qui intégrerait véritablement les bénéfices nutritionnels et environnementaux associés à ces productions. Un second enjeu repose sur la capacité des filières actuelles à combiner, selon un calendrier

coordonné, l'exploitation de nouveaux débouchés commerciaux avec le renforcement de la visibilité des services écosystémiques associés aux légumineuses. Les freins économiques au développement de ces cultures ne seront véritablement levés qu'avec une coordination étroite des acteurs institutionnels et des acteurs privés, notamment pour définir les actions communes à mener en recherche et développement. Enfin, même si les légumineuses fourragères ont souffert d'un défaut de compétitivité par rapport à d'autres ressources fourragères, l'enjeu actuel autour d'une plus grande autonomie protéique en élevage permet d'envisager un renouveau de ces cultures, notamment via des associations et des filières originales telles la luzerne déshydratée.

Cet exposé propose de réfléchir aux mécanismes qui ont construit un différentiel de compétitivité entre les légumineuses et d'autres espèces plus majeures comme les céréales. Nous nous interrogerons aussi sur les leviers pouvant favoriser une plus grande production et usage des légumineuses. Nous confrontons l'hypothèse de verrouillage technologique au cas des légumineuses à graines, par une analyse historique de l'évolution de la compétition créée entre les céréales (espèces dominantes) et les légumineuses (espèces mineures). Ce constat plaide pour un changement dans les politiques agricoles et l'orientation des débouchés pour ces espèces, afin de favoriser leur plus grande mise en culture en tant que pilier essentiel de la durabilité de notre production agricole. En particulier, la seconde transition alimentaire des pays occidentaux vers plus de végétal peut offrir de nouvelles opportunités de marché pour les légumineuses, mais cela sera-t-il suffisant pour dépasser le verrouillage construit autour du couple blé/soja ? Quels impacts pourraient avoir de nouvelles qualifications institutionnelles données aux légumineuses dans cette transition ? Est-ce que d'autres leviers comme la reconnaissance des externalités environnementales des légumineuses peuvent renforcer leur place dans les systèmes agricoles ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) MAGRINI, M.-B., ANTON, M., CHOLEZ C., CORRE-HELLOU, G., DUC, G., JEUFFROY, M.-H., MEYNARD, J. M., PELZER, E., VOISIN, A.-S., WALRAND, S., 2016. – Why are grain-legumes rarely present in cropping systems despite their environmental and nutritional benefits? Analyzing lock-in in the French agrifood system, *Ecological Economics*, **126**, 152-162.
- (2) MAGRINI M.-B., THOMAS A., SCHNEIDER A., 2015. – Analyses multi-enjeux et dynamiques socioéconomiques des systèmes de production avec légumineuses, in : Schneider A. and Huyghe Ch. (Eds), 2015, *Les légumineuses pour des systèmes agricoles et alimentaires durables*, QUAE Editions, France. Ouvrage téléchargeable gratuitement : <http://www.quae.com/fr/r4709-les-legumineuses-pour-des-systemes-agricoles-et-alimentaires-durables.html>
- (3) THOMAS Alban, SCHNEIDER Anne et PILORGÉ Étienne, 2013. –, *Politiques agricoles et place du colza et du pois dans les systèmes de culture*. *Agronomie, Environnement & Société* **3**(1), pp. 61-73.
- (4) MEYNARD J.M., MESSEAN A., CHARLIER A., CHARRIER. F., FARES M., LE BAIL M., MAGRINI M.B., SAVINI I., 2013. – Freins et leviers à la diversification des cultures. Étude au niveau des exploitations agricoles et des filières, *Synthèse du rapport d'étude*, Inra, 52 p.
- (5) VOISIN Anne-Sophie, GUEGUEN Jacques, HUYGHE Christian, JEUFFROY Marie-Hélène, MAGRINI Marie-Benoît *et al.*, 2013. – Les légumineuses dans l'Europe du XXI^e siècle : Quelle place dans les systèmes agricoles et alimentaires actuels et futurs ? Quels nouveaux défis pour la recherche ? *Innovations Agronomiques* **30**, pp.283-312.